



Lundi 9 Juin 2025

Génocide à Gaza : briser le silence et dénoncer la complicité des grandes puissances

Le *Madleen*, petit navire parti d'Italie le 1^{er} juin dernier, a été intercepté par Israël dans la nuit du 8 au 9 juin, alors qu'il était encore dans les eaux internationales. Affrété par la coalition « Flottille de la liberté », il avait à son bord douze militants, dont la militante écologiste Greta Thunberg ou encore la députée européenne LFI Rima Hassan, et il transportait du matériel humanitaire, dans le but de briser le blocus subi par les habitants de Gaza. L'équipage est aux mains de l'armée israélienne. La précédente édition de la Flottille, partie de Turquie pour rallier Gaza en 2010, s'était terminée en bain de sang, avec dix morts parmi les militants suite à leur arraisonnement par l'armée israélienne.

Pendant ce temps à Gaza, l'armée tire sur des foules affamées

À Gaza, la population continue à être en proie à la famine et aux bombardements incessants. Même l'aide humanitaire, instrumentalisée par l'État israélien, tourne au massacre : après avoir interdit l'entrée de Gaza aux organisations humanitaires, il a mis sur pied la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), une société privée américaine chargée de quelques distributions de vivres. Des distributions qui sont en réalité des pièges sanglants, puisque l'armée tire sur la foule, avec déjà des dizaines de morts et des centaines de blessés. Il en profite aussi pour continuer à déplacer la population palestinienne à sa guise, en promettant l'accès à de l'aide dans certaines zones prédéfinies par l'armée. Partir ou mourir, tel est l'unique message adressé à la population de Gaza par le gouvernement israélien, qui mène son offensive génocidaire en toute impunité.

Travailleurs et travailleuses, nous pouvons dire non au massacre !

Il n'y a rien à attendre de l'ONU, de l'Union européenne ou d'un Macron pour stopper l'État d'Israël dans sa course en avant criminelle. Au mieux, ce sont des mots et de l'impuissance, au pire des larmes de crocodile côté pile et du soutien côté face. L'État français en est un des pires exemples. Tout en faisant mine de changer de discours, il continue à criminaliser le soutien à la cause palestinienne, à coup de menaces de dissolution du collectif Urgence Palestine, de procès pour de prétendues « apologies de terrorisme » ou de sanctions à une enseignante ayant autorisé une minute de silence pour Gaza en classe. Et surtout, il

continue à livrer des armes, ce que les dockers de Fos-sur-Mer ont dénoncé la semaine dernière, refusant d'embarquer les 14 tonnes de pièces détachées de matériel militaire destiné à Israël. Nous devons nous saisir de toutes les possibilités de nous opposer à ce génocide qui se déroule au su et au vu de tous, par des rassemblements, des manifestations. En Israël, des manifestants brandissant des photos d'enfants tués à Gaza ont affirmé : « non au génocide » et « la vie des Palestiniens nous importe ». Partout dans le monde, nous devons amplifier la mobilisation.

12 juin : jour J pour obtenir la relaxe des cinq postières et postiers du 92 !

Cinq salariés de La Poste du 92 (Gaël, Yann, Brahim, Dalila et Mohamed) passent en procès pour « violation de domicile », en réalité pour s'être rendus au siège de l'entreprise en 2014 lors d'une grève, pour l'embauche de jeunes précaires d'abord, contre les réorganisations après. Ils risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende

Il faut montrer au gouvernement et au patronat que nous ne les laisserons pas dicter leur loi en faisant bloc quel que soit le secteur dans lequel nous travaillons. Le gouvernement et le patronat cherchent à criminaliser toute forme de lutte, qu'elle remette en cause la dictature patronale, qu'elle dénonce le génocide en Palestine ou qu'elle s'oppose aux ventes d'armes à l'État israélien.

Le 12 juin, pour la relaxe des cinq de La Poste du 92, pour la réintégration de Gaël et Yann et pour le soutien à toutes celles et ceux que l'on veut faire taire parce qu'ils s'opposent à la barbarie de ce monde, **soyons nombreuses et nombreux dès midi devant le Tribunal de Paris, porte de Clichy.**

Stop à la propagande du patron !

La semaine dernière, devant les médias, le directeur de l'usine Éric Haan et la directrice de la communication de Stellantis ont rencontré le député local Karl Olive, chaud partisan du PSG à Poissy et perroquet patronal, pour l'aider à distiller des éléments de langage.

La direction veut influencer les journalistes et rassurer à travers eux les salariés. Il y a même un plan avec stade du PSG-Land, usine et campus côte-à-côte, publié dans le journal *Le Parisien*. La preuve par l'image ? Ce n'est pas avec de vagues promesses qu'on va avoir un avenir. Imposons à Stellantis par la lutte des garanties pour nos emplois et nos salaires. Préparons-nous à faire entendre notre voix dans l'usine, et en dehors.

Les vautours rôdent

Dans *Le Parisien*, Pierre Bédier, président du conseil départemental, explique qu'il s'active dans l'ombre depuis février 2024 avec d'autres politiciens pour faire venir le PSG sur les terrains de l'usine. Les salariés ne lui ont rien demandé à ce charognard. Il dit qu'il veut défendre l'emploi... en aidant Stellantis à nous virer.

Ils veulent couler le navire amiral et toute la flotte

La direction veut vider l'usine à moindre frais, elle se moque de ce qu'on deviendra. Et les salariés des sous-traitants internes au site (Forvia, GSF, Derichebourg, Veolia...) et des sous-traitants externes qui travaillent pour Stellantis Poissy (Lear, OPmobility, Forvia, MC Synchro...), ils vont devenir quoi après la fin de l'Opel Mokka ?

Nous, les salariés de Stellantis, nous avons intérêt à nous allier avec tous ces salariés pour défendre tous ensemble nos intérêts. Car l'union fait la force !

Une économie à la scie circulaire ?

La version officielle de la direction est que l'usine peut continuer avec des activités industrielles nouvelles : de l'économie circulaire. Avec combien de salariés ? Combien de temps ? Le projet de la direction de faire une grande casse automobile ressemble surtout à un prétexte pour faire une grande casse sociale.

Fast Fashion

Les nouveaux T-shirt et combinaisons du groupe n'arrivent qu'au compte-goutte : même pour ça c'est le rationnement ! La direction pense peut-être que ce n'est pas la peine de nous en donner au vu du temps d'utilisation qu'il nous reste ?

Nationalité : grand bourgeois

Le nouveau PDG de Stellantis a été choisi : Antonio Filosa, un italien qui a fait sa carrière en Amérique du Sud. Qu'importe sa nationalité, il va privilégier ni les salariés italiens, ni les français, ni les américains... mais les actionnaires du groupe. Contre lui, nous devons faire bloc avec tous les ouvriers, italiens, américains ou d'ailleurs, quel que soit notre pays d'origine.

Le clone de Tavares fait son cinéma

Déjà nommé, le PDG fait le tour des sites à travers le monde pour se faire photographier et faire semblant d'être proche des salariés. La revue *Capital* a révélé que sa rémunération pour sa première année pourrait monter jusqu'à 15,7 millions d'euros : 43 000 € par jour, samedi et dimanche compris. Un salaire stratosphérique. On n'évolue pas dans le même monde, on n'a pas les mêmes valeurs : c'est notre ennemi.

Tous menacés : ne restons pas isolés !

En 2024, selon l'Insee, l'Oise, la Somme et l'Aisne (2 millions d'habitants), ont enregistré près de 1 400 défaillances d'entreprises : plus 60 % par rapport à 2021. Amiens avait vu la fermeture de Goodyear en 2014 et de Whirlpool en 2018, depuis : 200 postes en deux ans y ont été supprimés chez Valeo. Rien que chez les sous-traitants automobiles, les annonces de licenciements se multiplient : Forvia à Méru (Oise), Cottinet à Ailly-sur-Noye (Somme) et NTN à Crézancy (Aisne). ArcelorMittal de Montataire (qui fournissait en bobines des usines automobile, y compris Poissy) menace des dizaines d'emplois... Pareil dans l'agroalimentaires (Nestlé) ou dans la Chimie.

Si nous restons isolés nous risquons d'être tous vaincus les uns après les autres. En prenant contact avec les entreprises menacées, en vue de se coordonner : le rapport de force pourrait changer !

Le savoir-faire français s'exporte pour tuer

Après les obus de la Fonderie de Bretagne, voilà les drones de Renault fabriqués en Ukraine ! C'est le ministre des armées qui l'a annoncé ce week-end.

Selon FranceInfo : « l'armée ukrainienne compte utiliser en 2025 plus de quatre millions de drones, des engins très destructeurs, issus de technologies de pointe. » La direction de Renault est aussi discrète que la « grande muette » (l'armée) sur les détails, mais voudrait industrialiser la production de drones militaires pour les guerres à venir. De nouveaux débouchés, puisque les ventes de voitures baissent.

Fabriquer des munitions plutôt que des voitures : en voilà une belle perspective pour les salariés !

Gaza : la direction de Renault avec les criminels

À Renault CDPR de Cergy, la direction a licencié un ouvrier pour avoir dénoncé l'occupation Israélienne à Gaza. Dans ce grand Centre de Distribution des Pièces de Rechange, elle lui reproche d'avoir mis des messages « free Palestine » dans des colis en direction d'Israël. Les patrons ont des idées politiques et ont des relais chez les politiciens à la tête de l'État. Et nous les ouvriers on devrait se taire ? Devant des massacres faits par Netanyahu avec le soutien de ses amis Macron et Trump ? On sera toujours légitimes à exprimer sa solidarité avec le peuple palestinien. Ce licenciement révoltant n'a rien à envier à de vraies dictatures.